

PRESIDÊNCIA DA REPÚBLICA

共和國總統府

Decreto do Presidente da República n.º 187/99

共和國總統令 第187/99號

de 24 de Setembro

九月二十四日

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 292.º, n.º 1, da Constituição e dos artigos 3.º, n.ºs 2 e 3, 69.º e 70.º do Estatuto Orgânico de Macau, o seguinte:

共和國總統根據《憲法》第二百九十二條第一款及《澳門組織章程》第三條第二款及第三款、第六十九條及第七十條之規定，命令如下：

É estendida ao território de Macau a Convenção para a Prevenção e Repressão do Crime de Genocídio, ratificada pelo Decreto n.º 33/98, de 14 de Julho, cujo texto foi publicado no *Diário da República*, 1.ª série, de 14 de Julho de 1998.

將經七月十四日第33/98號命令批准之《防止及懲辦滅種罪公約》延伸至澳門地區，該公約之文本已公布於一九九八年七月十四日《共和國公報》第一組。

Foram ouvidos os órgãos de governo próprios do território de Macau.

已聽取澳門地區本身管理機關之意見。

Assinado em 17 de Setembro de 1999.

一九九九年九月十七日簽署。

Publique-se no *Boletim Oficial de Macau*, em conjunto com os referidos decreto de ratificação e texto da Convenção.

將本總統令連同上述批准公約之命令及公約之文本公布於《澳門政府公報》。

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

共和國總統

(D.R. n.º 224, I Série-A, de 24 de Setembro de 1999)

沈拜奧

(一九九九年九月二十四日第224期《共和國公報》第一組—A)

Decreto do Presidente da República n.º 33/98

共和國總統令 第33/98號

de 14 de Julho

七月十四日

O Presidente da República decreta, nos termos do artigo 135.º, alínea b), da Constituição, o seguinte:

共和國總統根據《憲法》第一百三十五條b項之規定，命令如下：

É ratificada a Convenção para a Prevenção e Repressão do Crime de Genocídio, adoptada pela Assembleia Geral das Nações Unidas em 9 de Dezembro de 1948, aprovada, para adesão, pela Resolução da Assembleia da República n.º 37/98, em 30 de Abril de 1998.

批准於一九四八年十二月九日在聯合國大會上通過之《防止及懲辦滅種罪公約》；該公約係經於一九九八年四月三十日通過之第37/98號共和國議會決議通過，以待加入。

Assinado em 2 de Julho de 1998.

一九九八年七月二日簽署。

Publique-se.

命令公布。

O Presidente da República, JORGE SAMPAIO.

共和國總統

Referendado em 2 de Julho de 1998.

沈拜奧

O Primeiro-Ministro, *António Manuel de Oliveira Guterres*.

一九九八年七月二日副署。

(D.R. n.º 160, I Série-A, de 14 de Julho de 1998)

總理

古德禮

(一九九八年七月十四日第160期《共和國公報》第一組—A)

ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA

共和國議會

Resolução da Assembleia da República n.º 37/98

共和國議會決議 第37/98號

Aprova, para Ratificação, a Convenção para a Prevenção e Repressão do Crime de Genocídio, Adoptada pela Assembleia Geral das Nações Unidas em 9 de Dezembro de 1948.

通過於一九四八年十二月九日在聯合國大會上通過之《防止及懲辦滅種罪公約》以待批准

A Assembleia da República resolve, nos termos dos artigos 161.º, alínea i), e 166.º, n.º 5, da Constituição, aprovar, para ade-

共和國議會根據《憲法》第一百六十一條 i 項及第一

são, a Convenção para a Prevenção e Repressão do Crime de Genocídio, adoptada pela Assembleia Geral das Nações Unidas em 9 de Dezembro de 1948, cuja versão autêntica em língua francesa e respectiva tradução em língua portuguesa seguem em anexo.

Aprovada em 30 de Abril de 1998.

O Presidente da Assembleia da República, *António de Almeida Santos*.

(D.R. n.º 160, I Série-A, de 14 de Julho de 1998)

百六十六條第五款之規定，議決通過於一九四八年十二月九日在聯合國大會上通過之《防止及懲辦滅種罪公約》，以待加入，該公約之法文原文及葡文譯本附於本決議。

一九九八年四月三十日通過。

共和國議會議長

António de Almeida Santos

(一九九八年七月十四日第 160 期《共和國報》第一組—A)

CONVENTION POUR LA PRÉVENTION ET LA RÉPRESSION DU CRIME DE GÉNOCIDE, ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES LE 9 DÉCEMBRE 1948.

Les Parties contractantes:

Considérant que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, par sa résolution 96 (I) en date du 11 décembre 1946, a déclaré que le génocide est un crime du droit des gens, en contradiction avec l'esprit et les fins des Nations Unies et que le monde civilisé condamne;

Reconnaissant qu'à toutes les périodes de l'histoire le génocide a infligé de grandes pertes à l'humanité;

Convaincues que, pour libérer l'humanité d'un fléau aussi odieux, la coopération internationale est nécessaire;

conviennent de ce qui suit:

Article premier

Les Parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.

Article II

Dans la présente Convention le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel:

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;
- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Article III

Seront punis les actes suivants:

- a) Le génocide;
- b) L'entente en vue de commettre le génocide;
- c) L'incitation directe et publique à commettre le génocide;
- d) La tentative de génocide;
- e) La complicité dans le génocide.

Article IV

Les personnes ayant commis le génocide ou l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III seront punies, qu'elles soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers.

Article V

Les Parties contractantes s'engagent à prendre, conformément à leurs constitutions respectives, les mesures législatives nécessaires pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention, et notamment à prévoir des sanctions pénales efficaces frappant les personnes coupables de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III.

Article VI

Les personnes accusées de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III seront traduites devant les tribunaux compétents de l'État sur le territoire duquel l'acte a été commis, ou devant la Cour criminelle internationale qui sera compétente à l'égard de celles des Parties contractantes qui en auront reconnu la juridiction.

Article VII

Le génocide et les autres actes énumérés à l'article III ne seront pas considérés comme des crimes politiques pour ce qui est de l'extradition.

Les Parties contractantes s'engagent en pareil cas à accorder l'extradition conformément à leur législation et aux traités en vigueur.

Article VIII

Toute Partie contractante peut saisir les organes compétents des Nations Unies a fin que ceux-ci prennent, conformément à la Charte des Nations Unies, les mesures qu'ils jugent appropriées pour la prévention et la répression des actes de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III.

Article IX

Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la pré-

sente Convention, y compris ceux relatifs à la responsabilité d'un État en matière de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III, seront soumis à la Cour internationale de Justice, à la requête d'une Partie au différend.

Article X

La présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, portera la date du 9 décembre 1948.

Article XI

La présente Convention sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1949 à la signature au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout État non membre à qui l'Assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

A partir du 1er janvier 1950, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout État non membre qui aura reçu l'invitation susmentionnée.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Article XII

Toute Partie contractante pourra, à tout moment, par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, étendre l'application de la présente Convention à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont elle dirige les relations extérieures.

Article XIII

Dès le jour où les vingt premiers instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés, le Secrétaire général en dressera procès-verbal. Il transmettra copie de ce procès-verbal à tous les États Membres des Nations Unies et aux non-membres visés par l'article XI.

La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

Toute ratification ou adhésion effectuée ultérieurement à la dernière date prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

Article XIV

La présente Convention aura une durée de dix ans à partir de la date de son entrée en vigueur.

Elle restera par la suite en vigueur pour une période de cinq ans et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

Article XV

Si, par suite de dénonciations, le nombre des Parties à la présente Convention se trouve ramené à moins de seize, la Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

Article XVI

Une demande de révision de la présente Convention pourra être formulée en tout temps par toute Partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général.

L'Assemblée générale statuera sur les mesures à prendre s'il y a lieu, au sujet de cette demande.

Article XVII

Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera à tous les États Membres des Nations Unies et aux États non membres visés par l'article XI:

- a) Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application de l'article XI;
- b) Les notifications reçues en application de l'article XII;
- c) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, en application de l'article XIII;
- d) Les dénonciations reçues en application de l'article XIV;
- e) L'abrogation de la Convention, en application de l'article XV;
- f) Les notifications reçues en application de l'article XVI.

Article XVIII

L'original de la présente Convention sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

Une copie certifiée conforme sera adressée à tous les États Membres des Nations Unies et aux États non membres visés par l'article XI.

Article XIX

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général des Nations Unies à la date de son entrée en vigueur.

CONVENÇÃO PARA A PREVENÇÃO E REPRESSÃO DO CRIME DE GENOCÍDIO, DE 9 DE DEZEMBRO DE 1948

As Partes Contratantes:

Considerando que a Assembleia Geral da Organização das Nações Unidas, na sua Resolução n.º 96 (I), de 11 de Dezembro de 1946, declarou que o genocídio é um crime de direito dos povos, que está em contradição com o espírito e os fins das Nações Unidas e é condenado por todo o mundo civilizado;

Reconhecendo que em todos os períodos da história o genocídio causou grandes perdas à humanidade;

Convencidas de que, para libertar a humanidade de um flagelo tão odioso, é necessária a cooperação internacional;

acordam no seguinte:

Artigo 1.º

As Partes Contratantes confirmam que o genocídio, seja cometido em tempo de paz ou em tempo de guerra, é um crime do direito dos povos, que desde já se comprometem a prevenir e a punir.

Artigo 2.º

Na presente Convenção, entende-se por genocídio os actos abaixo indicados, cometidos com a intenção de destruir, no todo ou em parte, um grupo nacional, étnico, racial ou religioso, tais como:

- a) Assassinato de membros do grupo;
- b) Atentado grave à integridade física e mental de membros do grupo;
- c) Submissão deliberada do grupo a condições de existência que acarretarão a sua destruição física, total ou parcial;
- d) Medidas destinadas a impedir os nascimentos no seio do grupo;
- e) Transferência forçada das crianças do grupo para outro grupo.

Artigo 3.º

Serão punidos os seguintes actos:

- a) O genocídio;
- b) O acordo com vista a cometer genocídio;
- c) O incitamento, directo e público, ao genocídio;
- d) A tentativa de genocídio;
- e) A cumplicidade no genocídio.

Artigo 4.º

As pessoas que tenham cometido genocídio ou qualquer dos outros actos enumerados no artigo 3.º serão punidas, quer sejam governantes, funcionários ou particulares.

Artigo 5.º

As Partes Contratantes obrigam-se a adoptar, de acordo com as suas Constituições respectivas, as medidas legislativas necessárias para assegurar a aplicação das disposições da presente Convenção e, especialmente, a prever sanções penais eficazes que recaiam sobre as pessoas culpadas de genocídio ou de qualquer dos actos enumerados no artigo 3.º

Artigo 6.º

As pessoas acusadas de genocídio ou de qualquer dos outros actos enumerados no artigo 3.º serão julgadas pelos tribunais competentes do Estado em cujo território o acto foi cometido ou pelo tribunal criminal internacional que tiver competência quanto às Partes Contratantes que tenham reconhecido a sua jurisdição.

Artigo 7.º

O genocídio e os outros actos enumerados no artigo 3.º não serão considerados crimes políticos, para efeitos de extradição.

Em tal caso, as Partes Contratantes obrigam-se a conceder a extradição de acordo com a sua legislação e com os tratados em vigor.

Artigo 8.º

As Partes Contratantes podem recorrer aos órgãos competentes da Organização das Nações Unidas para que estes, de acordo com a Carta das Nações Unidas, tomem as medidas que julguem apropriadas para a prevenção e repressão dos actos de genocídio ou dos outros actos enumerados no artigo 3.º

Artigo 9.º

Os diferendos entre as Partes Contratantes relativos à interpretação, aplicação ou execução da presente Convenção, incluindo os diferendos relativos à responsabilidade de um Estado em matéria de genocídio ou de qualquer dos actos enumerados no artigo 3.º, serão submetidos ao Tribunal Internacional de Justiça, a pedido de uma das partes do diferendo.

Artigo 10.º

A presente Convenção, cujos textos em inglês, chinês, espanhol, francês e russo são igualmente válidos, será datada de 9 de Dezembro de 1948.

Artigo 11.º

A presente Convenção estará aberta, até 31 de Dezembro de 1949, à assinatura de todos os membros da Organização das Nações Unidas e de todos os Estados que, não sendo membros, tenham sido convidados pela Assembleia Geral para esse efeito.

A presente Convenção será ratificada e os instrumentos de ratificação serão depositados junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

Após 1 de Janeiro de 1950 poderão aderir à presente Convenção os membros da Organização das Nações Unidas ou os Estados que, não sendo membros, tenham recebido o convite acima mencionado.

Os instrumentos de adesão serão depositados junto do Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

Artigo 12.º

As Partes Contratantes poderão, em qualquer momento e por notificação dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas, estender a aplicação da presente Convenção a todos os territórios ou a qualquer dos territórios cujas relações exteriores assumam.

Artigo 13.º

Quando tiverem sido depositados os primeiros 20 instrumentos de ratificação ou de adesão, o Secretário-Geral registará o facto em acta. Transmitirá cópia dessa acta a todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas e aos Estados não membros referidos no artigo 11.º

A presente Convenção entrará em vigor no 90.º dia após a data do depósito do 20.º instrumento de ratificação ou de adesão.

Todas as ratificações ou adesões efectuadas posteriormente à última data produzirão efeito no 90.º dia após o depósito do instrumento de ratificação ou de adesão.

Artigo 14.º

A presente Convenção terá uma duração de 10 anos contados da data da sua entrada em vigor.

Após esse período, ficará em vigor por cinco anos, e assim sucessivamente, para as Partes Contratantes que a não tiverem denunciado seis meses pelo menos antes de expirar o termo.

A denúncia será feita por notificação escrita, dirigida ao Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas.

Artigo 15.º

Se, em consequência de denúncias, o número das partes na presente Convenção se achar reduzido a menos de 16, a Convenção deixará de estar em vigor a partir da data em que produzir efeitos a última dessas denúncias.

Artigo 16.º

As Partes Contratantes poderão, a todo o tempo, formular um pedido de revisão da presente Convenção, mediante notificação escrita dirigida ao Secretário-Geral.

A Assembleia Geral deliberará sobre as medidas a tomar, se for o caso, sobre esse pedido.

Artigo 17.º

O Secretário-Geral das Nações Unidas notificará todos os Estados membros da Organização e os Estados não membros referidos no artigo 11.º:

- a) Das assinaturas, ratificações e adesões recebidas em aplicação do artigo 11.º;
- b) Das notificações recebidas em aplicação do artigo 12.º;
- c) Da data da entrada em vigor da presente Convenção, em aplicação do artigo 13.º;
- d) Das denúncias recebidas em aplicação do artigo 14.º;
- e) Da revogação da Convenção em aplicação do artigo 15.º;
- f) Das notificações recebidas em aplicação do artigo 16.º

Artigo 18.º

O original da presente Convenção ficará depositado nos arquivos da Organização das Nações Unidas.

A todos os Estados membros da Organização das Nações Unidas e aos Estados não membros referidos no artigo 11.º serão enviadas cópias autenticadas.

Artigo 19.º

A presente Convenção será registada pelo Secretário-Geral da Organização das Nações Unidas na data da sua entrada em vigor.

Declaração da República Portuguesa relativa ao artigo 7.º da Convenção para a Prevenção e Repressão do Genocídio, adoptada pela Assembleia Geral das Nações Unidas em 9 de Dezembro de 1948.

A República Portuguesa declara que interpretará o artigo 7.º da Convenção para a Prevenção e Repressão do Genocídio de acordo com o seguinte sentido:

A obrigação de extradição prevista no artigo 7.º apenas existirá caso a Constituição da República Portuguesa e demais legislação nacional não a proíba.

防止及懲辦滅種罪公約

(一九四八年十二月九日訂於巴黎)

締約國

鑑於聯合國大會在其一九四六年十二月十一日決議案 96

(1) 內曾聲明滅種係國際法上之一種罪行，違背聯合國之精神與宗旨，且為文明世界所不容；

認為有史以來，滅種行為殃禍人類至為慘烈；

深信欲免人類再遭此類慘惡之浩劫，國際合作實所必需；

茲議定條款如下：

第一條

締約國確認滅種行為，不論發生於平時或戰時，均係國際法上之一種罪行，承允防止並懲治之。

第二條

本公約內所稱滅種行為係指蓄意全部或局部消滅某一民族、人種、種族或宗教團體，犯有下列行為之一者：

- 甲 殺害該團體之成員；
- 乙 致使該團體之成員在身體上或精神上遭受嚴重傷害；
- 丙 故意使該團體處於某種生活狀況下，以毀滅其全部或局部之生命；
- 丁 強制施行辦法意圖防止該團體內之生育；
- 戊 強迫轉移該團體之兒童至另一團體。

第三條

下列行為應予懲治：

- 甲 滅種；
- 乙 預謀滅種；
- 丙 直接公然煽動滅種；
- 丁 意圖滅種；
- 戊 共謀滅種。

第四條

凡犯滅種罪或有第三條所列行為之一者，無論其為依法負責之統治者、公務員或私人，均應懲治之。

第五條

締約國允各依照其本國憲法制定必要之法律以實施本公約各項規定，而對於犯滅種罪或有第三條所列之行為之一者尤應規定有效之懲治。

第六條

凡被訴犯滅種罪或有第三條所列行為之一者，應交由行為發生地國家之主管法院，或締約國接受其管轄權之國際刑事法庭審理之。

第七條

滅種罪及第三條所列之其他行爲不得視爲政治罪行，俾便引渡。

第八條

任何締約國得提清聯合國之主管機關遵照聯合國憲章採取其認爲適當之行動，以防止及懲治滅種之行爲或第三條所列之任何其他行爲。

第九條

締約國間關於本公約之解釋、適用或實施之爭端，包括關於某一國家對於滅種罪或第三條所列之任何其他行爲之責任之爭端，經爭端一方之請求，應提交國際法院。

第十條

本公約載有下列日期：一九四八年十二月九日；其中中文、英文、法文、俄文、及西班牙文各本同一作準。

第十一條

聯合國任何會員國及曾經大會邀請參加簽訂之任何非會員國得於一九四九年十二月三十一日前簽署本公約。

本公約應予批准；批准書應交存聯合國秘書長。

一九五〇年一月一日後，聯合國任何會員國及曾接上述邀請之任何非會員國得加入本公約。

加入書應交存聯合國秘書長。

第十二條

任何締約國得隨時通知聯合國秘書長將本公約適用於該締約國負責辦理外交之一切或任何領土。

第十三條

秘書長應於收存批准書或加入書滿二十份之日，擬具備忘錄一件，分送聯合國各會員國及第十一條所規定之各非會員國一份。

本公約應自第二十份批准書或加入書交存之日起九十日後發生效力。

本公約生效後之任何批准或加入，應於各該批准書或加入書交存後第九十日起產生效力。

第十四條

本公約自發生效力之日起十年內有效。

嗣後本公約對於未經聲明退約之締約國仍繼續有效，以五年爲一期；退約聲明須在有效時期屆滿至少六個月前爲之。

退約應以書面通知聯合國秘書長。

第十五條

如因退約結果，致本公約之約約國數目不滿十六國時，本公約應於最後之退約通知生效之日起失效。

第十六條

任何締約國得隨時以書面通知秘書長請求修改本公約。大會對於此種請求，應決定採取何種步驟。

第十七條

聯合國秘書長應將下列事項通知聯合國各會員國及第十一條所規定之非會員國：

- 甲 依照第十一條所收到之簽署、批准及加入；
- 乙 依照第十二條所收到之通知；
- 丙 依照第十三條本公約開始生效之日期；
- 丁 依照第十四條所收到之退約通知；
- 戊 依照第十五條，本公約之廢止；
- 己 依照第十六條所收到之通知。

第十八條

本公約之正本應留存聯合國檔庫。

本公約之正式副本應分送聯合國各會員國及第十一條所規定之非會員國。

第十九條

本公約應於生效之日由聯合國秘書長予以登記。

葡萄牙共和國就一九四八年十二月九日

在聯合國大會上通過之《防止及懲辦滅種罪公約》第七條所作之聲明

葡萄牙共和國聲明其將按下述者解釋《防止及懲辦滅種罪公約》第七條：

第七條所規定之引渡義務，在《葡萄牙共和國憲法》及國家其他法例均無禁止之情況下存在。